

## LA CONFUSION CONTINUE...

Après huit ans de massacres et de tortures, le «*cessez-le-feu*» vient de retentir enfin.

Un «*cessez-le-feu*» que nous voudrions effectif, un «*cessez-le-feu*» qui a tardé beaucoup plus en raison des palabres, des prébendes et des compromis arrachés, qu'en raison de l'intérêt du peuple, un «*cessez-le-feu*» qui fut l'occasion pour une minime délégation d'escarmouches de salon autour d'un tapis vert et de statuer lentement et calmement sur le sort des hommes qui continuaient à tomber sous les fusillades.

Aujourd'hui, fort d'un pareil résultat, de Gaulle va se présenter au suffrage des foules, comme le sauveur d'une paix qu'il nous avait promise... en 1958!

Quatre ans c'est peu, paraît-il, pour accepter tout ce qui était alors refusé, quatre ans c'est peu pour un diplomate ou un chef d'État, pour ceux qui sont morts c'est l'éternité.

Mais le peuple, dont les jugements sont plus sensoriels que raisonnés, ne verra que la fin de la guerre et en attribuera la gloire au sauveur suprême.

Et c'est là que l'équivoque se poursuit:

Voter contre de Gaulle sera pour la masse s'opposer à la fin du massacre, revendiquer l'Algérie «*terre française*» et prétendre, poursuivre outre-Méditerranée un colonialisme féodal.

Encore une fois, la question sera mal posée ou plus exactement dix questions seront posées en une.

Tandis que sera évoquée la seule «*politique algérienne*» dont on ne présentera que la cessation des hostilités, on laissera dans l'ombre cette politique de grandeur qui risque de mener le pays à la ruine avant de le mener à la mort, on taira la politique d'austérité, de blocage des salaires, de diminution du pouvoir d'achat des travailleurs, contre-poids inévitable aux dépenses prestigieuses d'une France qui veut sa force de frappe, sa participation à l'armée européenne et ses armements nucléaires, on passera sous silence la politique cléricale, les indemnités aux écoles libres, la mainmise de l'Église dans tous les rouages de la Nation.

Face à cette république fascisante, se dresseront d'une part ceux qui ne la trouvent pas assez fasciste à leur goût, d'autre part ceux qui l'ont faite ce qu'elle est par leur démission, leur complaisance ou leur complicité. En premier lieu les Salan, les Lagayette et les groupes financiers qui les appuient, en second lieu les capitulards du 13 mai, les promoteurs, les responsables ou les complices de cette guerre d'Algérie dont ils chantent aujourd'hui la fin.

De Mendès à Pflimlin, en passant par Guy Mollet, le tortionnaire Lacoste et les communistes qui lui ont voté les pleins pouvoirs, ils auront des coquetteries vis-à-vis du régime, ce qui ne les empêchera pas d'en accepter éventuellement un maroquin dans un prochain ministère si de Gaulle comme tout le laisse penser, devait rester au pouvoir.

Devant tant d'abjections des uns et des autres, tant de reniements et tant d'indécents et sordides spéculations, la position abstentionniste des anarchistes se montre plus valable que jamais.

L'on nous reprochera, comme de coutume, de fuir les responsabilités et d'être négatifs devant les événements.

Qui nous le reprochera?

La meute affamée et cupide qui de droite ou de gauche, quémande les suffrages et tente d'avoir sa place dans l'auge parlementaire.

Les niais, ignorants de toutes connaissances sociales, et qui croient agir lorsqu'ils vont déposer leur inutile bulletin de vote, à intervalles réguliers décidés par les hommes du pouvoir.

Non, les abstentionnistes, ce n'est pas nous qui nous refusons à la plus stérile, la plus ridicule et la plus décevante des pantomimes.

Les abstentionnistes sociaux, sont au contraire ceux dont l'action est absente, dans la rue, dans l'atelier, le chantier ou le bureau et qui se tiennent quittes lorsqu'ils ont accompli le plus négatif et le plus inepte de tous les gestes.

S'il est un chose positive dans cette mascarade, c'est le refus d'y participer.

Si le peuple montrait sa maturité, une majorité d'abstentions crierait à la face des pantins de la politique, le cas qui est fait de leurs personnes, de leurs promesses et de leurs discours.

Ne pas voter, c'est agir.

**Maurice LAISANT.**

-----